



Conseil national des 17 et 18 mai 2025

Résolution politique

1. « Le capitalisme porte en lui la guerre »¹

Depuis quelques semaines, l'administration Trump cherche à bouleverser la situation géopolitique mondiale. Qu'en est-il ?

a) Les États-Unis pris dans leurs propres contradictions

Les États-Unis sont dans la situation paradoxale d'une domination financière écrasante – 2/3 de la capitalisation boursière mondiale – et d'un déficit commercial important avec l'Europe, centré sur les biens matériels (157 milliards d'euros). Ce secteur des services (en grande partie numériques) est, lui, excédentaire. L'Union européenne reste leur premier partenaire commercial.

À la fragilité de la domination financière et à la possibilité d'un crash du secteur surévalué de la Tech, s'ajoute la perte de contrôle sur l'économie mondiale réelle, dont témoigne l'échec des sanctions.

Ils se trouvent dans la contradiction d'avoir organisé la mondialisation capitaliste et la nouvelle division internationale du travail en confiant à la Chine la mission d'être « *l'atelier du monde* », avec son intégration dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001.

La Chine, avec son appareil d'État dictatorial, est la principale puissance industrielle mondiale, avec des réserves monétaires mais aussi dans sa capacité à réorienter son économie par le pilotage politique et l'instrument de la planification.

Le 24 avril 2025, la production d'énergie électrique chinoise par l'éolien et le solaire a dépassé celle des usines thermiques. En Chine, cette production renouvelable est équivalente à l'ensemble de la production des autres pays de la planète. L'entreprise

¹ Discours de Jean Jaurès à la Chambre des Députés, prononcé le 7 mars 1895 (en annexe)

automobile BYD est devenue leader mondial de la voiture électrique. C'est aussi le cas du constructeur aéronautique Comac qui va rejoindre le duopole Airbus-Boeing. Ce sont des réalités matérielles majeures concernant les économies chinoise et mondiale.

b) Renversement du jeu traditionnel des alliances et mise en place d'accords au cas par cas

Dans cette situation de faiblesse, les États-Unis veulent dégager les marges budgétaires pour relancer l'économie d'armement. Ils adoptent une orientation isolationniste et menacent de revenir sur leurs engagements dans l'OTAN qui fonde l'ordre géopolitique européen depuis 80 ans.

La Commission européenne a décidé du plan *ReArm Europe* avec une clause dérogatoire nationale au pacte de stabilité et de croissance. Il s'agit de 650 milliards d'euros sur quatre ans et d'un prêt de 150 milliards d'euros aux États membres pour des investissements dans le domaine de la défense. Ces 800 milliards d'euros pèseraient en très grande majorité sur les États membres. C'est l'équivalent des 5% du PIB réclamés par les États-Unis. C'est donc un nouvel impérialisme tributaire qui taxe forfaitairement par les droits de douanes et qui oblige à acheter sa production militaire. L'industrie d'armement des États-Unis en capterait une bonne part, couvrant ainsi une partie significative de son déficit commercial.

L'administration Trump privilégie une attitude ambiguë avec la Russie, forçant l'Ukraine à reconnaître l'annexion de ses territoires par les Russes et à signer un accord sur les centrales électriques et les minerais.

Fascisation en cours au plan international

Aux États-Unis, les attaques contre la démocratie, les fonctionnaires, le mouvement social, les intellectuel·les, les juges, la communauté LGBTQIA+, attestent d'une fascisation en cours. Ce processus s'étend au niveau international.

Face à la paralysie de l'Union européenne, l'Italie de Meloni se place en « sauveuse » contre la guerre économique déclarée par Trump. Dans le même temps, elle valorise l'industrie militaire italienne, dans un contexte où les États membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni et le Canada, souhaitent sortir de leur dépendance étasunienne. Le président hongrois Orban tente, lui aussi, de jouer un rôle pivot dans des alliances singulières (Russie, Israël, Turquie).

Les élections au Canada marquent le retour au pouvoir des libéraux alors que les conservateurs et leur programme trumpiste étaient favoris jusqu'au retour de Trump à la tête des États-Unis.

Face à ces considérations, la "Gauche internationale" peine à construire et incarner une alternative en articulant des campagnes concrètes sur la paix et le non-alignement notamment et en répondant aux enjeux historiques.

Entretenir les conflits

D'autres grands foyers de guerre persistent et s'intensifient dans un silence et une absence de réaction des organisations internationales, malgré les assassinats et les arrestations arbitraires de journalistes et humanitaires.

- La population congolaise subit la guerre la plus meurtrière depuis la seconde guerre mondiale. Depuis 1998, plus de six millions de mort·es et sept millions de déplacé·es. L'Union européenne a récemment conclu un accord commercial sur les minerais avec le Rwanda, soutien du M23. Cette milice occupe illégalement le nord de la République Démocratique du Congo, pour mettre la main sur les principales mines mondiales de cobalt et de coltan.
- Entre l'Inde et le Pakistan, puissances nucléaires ultra-nationalistes, c'est l'escalade avec le blocage par l'Inde du fleuve Indus qui alimente très largement le Pakistan en eau. Le Gouvernement indien vient de cesser les importations du Pakistan et les attaques militaires se multiplient.
- Le Gouvernement d'extrême-droite israélien veut vassaliser tout le Proche-Orient dans la perspective de l'Eretz Yisrael. Il poursuit ses bombardements sur le Sud-Liban et en Syrie. Il veut éradiquer le peuple palestinien et ses droits à disposer de lui-même, par le génocide, l'annexion de la bande de Gaza, la colonisation de la Cisjordanie y compris contre les chrétien·nes d'Orient, l'occupation du plateau du Golan et de Jérusalem, sous la colère de la population palestinienne et d'un début de mobilisation en Israël contre la guerre et les massacres perpétrés à Gaza.
- Pour s'assurer le contrôle des voies maritimes de la Mer Rouge et du canal de Suez, l'administration Trump a autant bombardé le Yémen en quelques semaines que pendant tout le mandat Biden.

Au Rojava et en Turquie, la situation pétrie de contradictions est néanmoins porteuse d'espoir. L'accord signé entre les autorités du Rojava, à majorité kurde, et les nouvelles autorités de Damas, acte l'intégration du Rojava dans la nouvelle Syrie. Au grand dam de la Turquie, le rapport de force en faveur des Forces Démocratiques Syriennes et unités combattantes kurdes (100 000 combattant·tes contre 30 000 pour Damas), les importantes réserves de pétrole, de gaz et les greniers céréaliers du Rojava, sont des facteurs déterminants de cet accord.

En Turquie, l'incarcération et la destitution du maire d'Istanbul ont entraîné un puissant mouvement citoyen avec plusieurs millions de personnes mobilisées contre Erdogan.

Il y a plusieurs mois, le dirigeant kurde Abdullah Öcalan a lancé un appel à dissoudre le PKK. Le mouvement de libération nationale kurde a pris ses responsabilités en arrêtant le conflit armé avec la dictature en Turquie. La voie de la paix et de la justice est maintenant ouverte et possible. La condition est la libération d'Abdullah Öcalan et des autres prisonniers politiques pour garantir la solution politique pour une Turquie

démocratique. Le Gouvernement français se doit d'agir pour obtenir toutes les garanties institutionnelles pour protéger les Kurdes et l'ensemble des peuples de Turquie.

c) La réorientation de l'économie française

Le capitalisme débridé est dans l'impasse. La bourgeoisie française met entre parenthèses le fonctionnement normal de l'économie de marché et de l'État social pour orienter la société dans une économie tournée vers la guerre.

La France continue de rompre avec ce qui faisait d'elle une puissance diplomatique respectée : la voix du non-alignement. Elle éprouve donc des difficultés à prendre la place centrale dans la nouvelle réorganisation qui s'opère. Son message est ambigu car elle est aussi affaiblie sur la scène internationale par la crise politique et institutionnelle provoquée par Macron.

2. V^{ème} République : en finir

En juin dernier, Macron dissout l'Assemblée nationale pour demander au peuple une clarification politique. Nous sommes aujourd'hui dans une crise politique de régime. Le Parti de Gauche relaie évidemment la campagne pour une 6^{ème} République relancée par LFI et qui fait partie de l'ADN programmatique du Parti de Gauche.

a) L'absence de rapport de force en faveur des travailleur-euses

Ce 1^{er} mai 2025 a plus mobilisé. Les entreprises en luttés (Arcelor Mittal à Dunkerque, la Verrerie du Languedoc à Vergèze, STMicroelectronics à Tours) ont souvent ouvert des cortèges qui mêlaient des mots d'ordre contre la casse sociale, pour la paix, la solidarité avec la Palestine...

Avant la fin du « conclave » sur les retraites, Bayrou a écarté un retour à l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans et ouvert la porte à la retraite par capitalisation. Les directions syndicales sont dans une position cogestionnaire alors que la mobilisation contre la réforme des retraites refusait de reculer l'âge de départ.

Les ZFE, bombes à retardement

Les Zones à Faibles Émissions (ZFE) devaient se généraliser au nom de la lutte contre la pollution. Aujourd'hui, 13,3 millions de personnes sont déjà en situation de précarité de mobilité dans les zones rurales et périurbaines, et ces nouvelles restrictions viennent accentuer leurs difficultés quotidiennes. L'interdiction des véhicules anciens pénalise les classes populaires sans qu'aucune alternative crédible ne soit mise en place. Cette mesure punit celles et ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter un véhicule neuf ou d'accéder aux transports publics, souvent inexistantes. Les ZFE sont en réalité des Zones de Forte Exclusion. Un mouvement de type « Gilets jaunes » pouvant voir le jour, le Gouvernement propose de limiter l'obligation sauf pour Paris et Lyon.

b) L'austérité contre le peuple

L'absence de majorité n'empêche pas l'adoption du budget le plus austéritaire depuis 25 ans avec 30 milliards d'euros de dépenses en moins. À quoi s'ajoute l'annonce récente de 40 milliards d'euros d'austérité dont une annulation de crédit importante pour le ministère de la Transition écologique qui perd 20% de ses moyens depuis 2024. Le Gouvernement annonce aussi le gel d'un milliard d'euros sur le budget de la Sécurité sociale, la non-indexation du RSA. Pourtant, ce budget austéritaire n'est que la conséquence de choix politiques basés sur la contraction des dépenses au lieu d'activer le levier de l'augmentation des recettes grâce à la remise à plat complète des exonérations de taxes et de cotisations sociales, à la mise en place d'impôts ciblés sur les plus riches et la suppression concomitante des nombreuses niches fiscales favorisant le capital au détriment du travail.

c) Le fascisme et le racisme contre l'État de droit

Englué dans la sordide affaire Bétharram, François Bayrou n'a eu de cesse d'afficher son mépris envers les parlementaires l'interpellant à ce sujet. Son attitude écœurante reflète néanmoins la situation de crise dans laquelle se trouvent le Gouvernement et la macronie. Incapables de l'emporter lors des débats et dans les urnes, les nervis de la bourgeoisie sont disposés à mettre en pièce les principes de l'État de droit pour imposer leurs réformes antisociales : ils participent de fait à la montée du fascisme et à la diffusion de ses idées dans la société.

Marine Le Pen, habituellement très ferme avec la Justice, met en danger l'État de droit en se plaçant comme au-dessus des lois, sous prétexte qu'elle revendique la Présidence de la République. Elle introduit une nouvelle notion : l'immunité sondagière. Non seulement le FN, aujourd'hui RN, a utilisé les fonds publics pour enrichissement personnel (majordome, cuisinier, chauffeur), mais montre son vrai visage : le fascisme est bien l'ennemi de la République et du principe d'égalité devant la loi.

Tous les racismes gagnent du terrain. Retailleau et Wauquiez font le concours du pire avec l'extrême-droite. L'égalité des droits, le principe de neutralité et la laïcité s'affaiblissent.

Les actes racistes contre les personnes musulmanes ou supposées telles sont en hausse de 72% cette année.

En refusant de se rendre à la marche en mémoire d'Aboubakar Cissé, victime d'un assassinat islamophobe, le ministre de l'Intérieur fait la démonstration de son manque d'empathie envers la victime et ses proches. Une attitude qui s'inscrit dans un contexte de montée des actes et des idées racistes envers les musulmans, désignés comme des ennemis de l'intérieur en puissance.

Construire la rupture et l'alternative

Les attaques médiatiques, politiques et judiciaires contre notre camp s'intensifient. Les procès pour antisémitisme et manque de démocratie sont alimentés et ressassés sur les chaînes d'infos, médias et réseaux sociaux.

Cet acharnement est destiné à semer la zizanie entre nous et à faire diversion face aux offensives répétées contre les conquies sociaux, les discriminé·es, face aux coupes budgétaires et aux affaires (Bétharram). C'est un indicateur de la peur de la bourgeoisie face à la France Insoumise qui représente le principal axe de résistance en Europe pouvant revendiquer le pouvoir. Cette résistance se traduit face aux politiques capitalistes et à la destruction du peuple palestinien par le Gouvernement israélien dans la logique du Grand Israël.

La monarchie présidentielle peut malgré tout gouverner, grâce à une social-démocratie qui n'assume pas le programme du NFP et sert de béquille aux affaires de la bourgeoisie. Le prochain congrès du Parti socialiste n'est d'ailleurs qu'un concours de nuances pour accompagner au mieux le capitalisme. La Gauche ne peut gagner que si elle a un programme de rupture et unifie le peuple sur ses besoins sociaux et ses revendications collectives et démocratiques avec un récit alternatif au capitalisme. L'exécutif s'enlise dans les propositions réactionnaires en voulant dissoudre des associations telles que La Jeune Garde Antifasciste et Urgence Palestine.

3. Campagnes et perspectives

● Nécessité du Front unique

Le Front unique est la nécessité de faire barrage à l'extrême droite sur des bases sociales, antiracistes et démocratiques. C'est la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier et démocratique.

- 1) Pour cela, il faut un fonctionnement collectif et une solidarité de façon à donner à voir une alternative concrète et une culture commune.
- 2) Cette unité n'est pas l'unanimité. Chacune des organisations peut mener sa politique avec ses propositions utiles à la lutte commune.
- 3) Cette unité se construit sur le terrain et à la tête des organisations.

Le Front unique n'implique pas nécessairement une unité électorale qui le confondrait avec l'Union de la Gauche.

● Pour la paix et le non-alignement

La généralisation des conflits armés brutalise les peuples et piétine le droit international. La construction d'un mouvement anti-guerre non-aligné est un impératif. Le Parti de Gauche y est prêt et se tient disponible.

- **Rendez-nous l'argent pour nos services publics**

Un an après le lancement de notre campagne nationale, nous notons que cette campagne s'enracine et se révèle très pertinente. Elle est utile pour préparer les élections municipales de 2026 en calculant, commune par commune, les dotations et les besoins. Le Parti de Gauche a mis en place un outil en ce sens.

- **5 points programmatiques centraux sur les municipales**

LFI a édité une boîte à outils utile pour les municipales. Il nous semble néanmoins indispensable de concentrer les axes sur des radicalités concrètes quotidiennes, autant de leviers dans une logique écosocialiste.

- Rétablir la totalité des crédits et subventions amputés aux collectivités locales pour mener les politiques de services publics et de libre administration sans avoir « la corde au cou »
- L'école, priorité municipale
- Des transports publics plus nombreux et partout
- Des logements dignes pour toutes et tous, l'encadrement des loyers
- Propriété et gestion collective de l'eau, de l'assainissement, des déchets et du recyclage

- **Retraites**

Depuis de nombreuses années, la sauvegarde de cette immense conquête sociale est bloquée. Conçue pour être financée par les cotisations sociales, elle est grignotée et menacée par la fiscalisation et les prédateurs (complémentaires santé assurantielles, capitalisation, etc.)

On doit sortir du tunnel et crédibiliser le financement. Notre camarade Éric Coquerel, président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale a récemment rouvert le débat du financement.

La piste principale est l'augmentation des salaires et une légère augmentation des cotisations patronales et salariales (autour de 0,5% soit environ 10€ par mois) pour sauvegarder le cœur de la conquête : la retraite par répartition et le retour à 60 ans à taux plein après 37,5 annuités de cotisations.

Nous devons nous en saisir, rouvrir ce chantier, préciser ce chiffrage et faire des propositions. Pour lutter contre le chômage de masse et rééquilibrer le temps de vie, le Parti de Gauche relance la bataille pour les 32 heures sans perte de salaire, en commençant par les métiers pénibles et les secteurs en tension. Ce progrès doit aller de pair avec la retraite à 60 ans.

ANNEXE

Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage

« Les budgets de la guerre s'enflent et montent partout d'année en année, et la guerre, maudite de tous, redoutée de tous, réprouvée de tous, peut, à tout moment, éclater sur tous.

D'où vient cela ? Au risque de vous paraître affligé de la plus cruelle monotonie, je dois dire ici tout d'abord quelle est, selon nous, la raison profonde de cette contradiction, de ce perpétuel péril de guerre au milieu de l'universel désir de paix. Tant que, dans chaque nation, une classe restreinte d'hommes possédera ainsi les grands moyens de production et d'échange, tant qu'elle possédera ainsi et gouvernera les autres hommes, tant que cette classe pourra imposer aux sociétés qu'elle domine sa propre loi, qui est la concurrence illimitée, la lutte incessante pour la vie, le combat quotidien pour la fortune et pour le pouvoir ; tant que cette classe privilégiée, pour se préserver contre tous les sursauts possibles de la masse, s'appuiera ou sur les grandes dynasties militaires ou sur certaines armées de métier des républiques oligarchiques ; tant que le césarisme pourra profiter de cette rivalité profonde des classes pour les duper et les dominer l'une par l'autre, écrasant au moyen du peuple aigri les libertés parlementaires de la bourgeoisie, écrasant ensuite au moyen de la bourgeoisie gorgée d'affaires le réveil républicain du peuple ; tant que cela sera, toujours cette guerre politique, économique et sociale des classes entre elles, des individus entre eux, dans chaque nation, suscitera les guerres armées entre les peuples. C'est de la division profonde des classes et des intérêts dans chaque pays que sortent les conflits entre les nations.

Partout ce sont ces grandes compétitions coloniales où apparaît à nu le principe même des grandes guerres entre les peuples européens, puisqu'il suffit incessamment de la rivalité déréglée de deux comptoirs ou de deux groupes de marchands pour menacer peut-être la paix de l'Europe.

Et alors, comment voulez-vous que la guerre entre les peuples ne soit pas tous les jours sur le point d'éclater ? Comment voulez-vous qu'elle ne soit pas toujours possible, lorsque dans nos sociétés livrées au désordre infini de la concurrence, aux antagonismes de classes et à ces luttes politiques, qui ne sont bien souvent que le déguisement des luttes sociales, la vie humaine elle-même en son fonds n'est que guerre et combat ?

Ceux qui de bonne foi s'imaginent vouloir la paix, lorsqu'ils défendent contre nous la société présente, lorsqu'ils la glorifient contre nous, ce qu'ils défendent en réalité, sans le vouloir et sans le- savoir, c'est la possibilité permanente de la guerre ; c'est en même temps le militarisme lui-même, qu'ils veulent prolonger.

Car cette société tourmentée, pour se défendre contre les inquiétudes qui lui viennent sans cesse de son propre fonds, est obligée perpétuellement d'épaissir la cuirasse contre la cuirasse ; dans ce siècle de concurrence sans limite et de surproduction, il y a aussi concurrence entre les armées et surproduction militaire. L'industrie elle-même étant un combat, la guerre devient la première, la plus excitée, la plus fiévreuse des industries.

Et il ne suffit pas aux nations de s'épuiser ainsi à entretenir les unes contre les autres des forces armées ; il faut encore — et ici je demande la permission de dire nettement ma pensée — que les classes privilégiées, possédantes de tous les pays, isolent le plus possible cette armée, par l'encasernement et par la discipline de l'obéissance passive, de la libre vie des démocraties.

On ne nous a pas caché depuis vingt ans que c'était là aujourd'hui, en Europe, la conception des armées de métier.

Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage.

Messieurs, il n'y a qu'un moyen d'abolir enfin la guerre entre les peuples, c'est d'abolir la guerre entre les individus, c'est d'abolir la guerre économique, le désordre de la société présente, c'est de substituer à la lutte universelle pour la vie — qui aboutit à la lutte universelle sur tes champs de bataille — un régime de concorde sociale et d'unité.

Et voilà pourquoi, si vous regardez, non pas aux intentions, qui sont toujours vaines, mais à l'efficacité des principes et à la réalité des conséquences, logiquement, profondément, le parti socialiste est dans le monde aujourd'hui le seul parti de la paix. »

Jean Jaurès - Discours à la Chambre des Députés, le 7 mars 1895